

# Gourrier de l'Aurore

## JOURNAL REPUBLICAIN HEBDOMADAIRE

ABONNEMENTS : 6 mois . . . . . fr. 2.50  
 un an . . . . . fr. 5.00  
 Départements et Etranger : le port en sus

Rédaction & Administration  
 43, Rue du Tillou, TOURCOING

INSERIONS : Annonces . . . la ligne, 15 cent.  
 Réclames . . . id. 40 cent.  
 Demandes d'emploi, id. 10 cent.

### IMPOTS ET ECONOMIES

An moment des élections tant législatives que communales, les candidats du gouvernement promettent le dégrèvement des impôts et se récrient bruyamment si d'aventure les membres de l'opposition mettaient les électeurs en garde contre ces affirmations de circonstance. Cependant si nous examinons la situation présente, force nous est bien d'avouer que toutes ces promesses sont restées lettres mortes et que la dette publique suit tous les jours une effrayante progression.

Après nos désastres de 1870 il s'est rencontré un ministre qui a force d'économies et de bonne gestion de nos finances parvint à faire face aux exigences de nos intraitables vainqueurs, et donna à notre pays un renouveau de prospérité. Ce fut l'honneur du ministre Dufaure : saluons-le il a bien mérité de la Patrie. Ce ministre comme tous les autres a cédé la place à des hommes nouveaux et de chute en chute les destinées du pays sont tombées entre les mains de cupidités politiciennes. C'est à partir de ce moment que commença la danse des millions qui continue encore et plus que jamais à l'heure actuelle, dans une macabre s'il en fut, car durant 30 années de paix nos financiers ont trouvé moyen d'augmenter la dette publique de 12 milliards. Ce temps de paix nous a donc été aussi désastreux, financièrement parlant, que deux guerres, et cela au prix de quels sacrifices et de quelles humiliations.

Nous avons reculé devant Fachoda alors que le glorieux Marchand y avait planté notre drapeau, et nous venons de capituler devant le minuscule ministre du Siam. Qu'on le veuille ou non nous avons perdu notre ancien prestige et le temps n'est pas éloigné où nous ne formerons plus qu'une quantité négligeable dans ce concert Européen où jadis nous occupions incontestablement la première place.

Pendant que les autres puissances, notamment l'Allemagne, s'ingénient à faire fleurir le commerce et l'industrie, pendant qu'elles cherchent et obtiennent des débouchés favorables pour l'écoulement de leurs produits manufacturés et autres, nous français, nous restons immobiles, ou plutôt nous nous anihilons, nous dépensons notre énergie et notre temps à préparer la guerre civile.

Sous la poussée des sociétés secrètes composées en majeure partie d'étrangers, de Juifs et d'usuriers, nous chassons nos religieux et nos religieuses, nous bannissons nos frères sous le ridicule prétexte qu'ils vivent en commun. Cette hécatombe se poursuit lentement, mais sûrement; et lorsque les Sibires du défrégé auront fini leur triste besogne ils attendront le signal du maître pour se ruir sur d'autres citoyens. Pendant que nous expulsions, le commerce languit, l'industrie chôme, les charges publiques augmentent, et les haïnes s'attisent. Pauvre France où vous conduit-on ?

Je vois certains optimistes sourire à l'évocation de ce sombre tableau, mais qu'ils prennent garde, car leur tour viendra, et ils pourraient bien payer de leurs deniers sinon de leur personne leur coupable indifférence ? La France est riche dirait-on ! C'est exact et nous le reconnaissons, mais est-il un pays où les habitants sont plus pressurés ? Nous payons des impôts exorbitants sur tout ce qui est nécessaire à l'existence et il semble

que nous n'ayons donné tout ce que nous pouvons. Erreur profonde !

S'il faut en croire notre ministre des finances Rouvier, qui au moins a le mérite de la franchise, nous devons nous attendre à de nouveaux impôts. L'augmentation du tabac de zone n'a pas suffi à boucher le trou du déficit car le ministre a déclaré qu'en 1904 le budget ne pourra se boucler sans emprunt. Nous pouvons donc nous préparer à nous saigner aux quatre membres pour rassasier ce nouveau milinaire.

Allons, braves paysans, sortez vos bas de laine si tant est qu'il en existe encore, et vous petits propriétaires, vous ouvriers économes, venez verser dans le gouffre du déficit les petites épingles que vous avez arrachées à votre dur labeur.

Est-ce à dire que la situation soit tellement mauvaise qu'il n'y ait pas moyen de remédier ? Certes non, car il est un moyen vieux comme le monde qui est à la portée de nos financiers et qui s'appelle l'économie.

C'est avec l'économie que le ministre Dufaure a tiré la France d'un mauvais pas et ce n'est qu'en faisant de même que Rouvier pourra éviter la banqueroute. Ce qui tue en France c'est le fonctionnarisme, ce sont les sinécures créés à profusion pour caser les frères et amis qui ont été vomis par le suffrage universel là où la pression administrative n'a pas eu d'effet.

Consultez l'almanach national, rien n'est suggestif, rien n'est démonstratif comme la lecture de ces pages interminables où s'étalent les noms des émargeurs, des fonctionnaires qui mangent leur ration au râtelier de l'Etat.

En 90 ans de République soi disant démocratique cet almanach a augmenté de 225 pages, c'est vous dire combien le fonctionnarisme a fait des progrès.

En 1876 sous le ministère Dufaure, les cabinets des ministres occupaient 12 fonctionnaires, en en compte aujourd'hui 71. Dufaure qui était à la fois Président du Conseil et Ministre de la Justice n'avait pour le second que deux fonctionnaires, un chef et un sous-chef de Cabinet. Vallé qui n'est que ministre de la Justice a à son service, un chef de cabinet, deux sous-chefs, un chef de secrétariat particulier, et deux attachés au secrétariat particulier. Il en est de reste ainsi pour tous les détenteurs de portefeuilles. En présence de tous ces parasites qui vivent de nos ressources comment est-il possible que la caisse nationale ne soit pas mise à sec ?

Pour diminuer les charges écrasantes qui pèsent sur le contribuable, pour alléger notre dette ce ne nous faut-il pas tout d'abord diminuer les dépenses et à cet effet il est urgent de supprimer tous ces budgétivores que la complaisance d'un ministre a marqué de l'estampille de l'Etat. Rouvier le sait mieux que nous, mais il fait la sourde oreille car il sait très bien que s'il opulait dans ce sens le Défrégé dont il est le valet, saurait le mettre à la raison et au besoin pourvoir à son remplacement.

Pour rester au pouvoir, et c'est son unique souci, Cornes ne peut se priver du concours de ses fonctionnaires et plus il en créera plus grande sera sa sécurité. C'est la raison pour laquelle nous continuons à payer des impôts nouveaux jusqu'au moment où notre pays acculé à la banqueroute succombe, quand il sera trop tard, le joug néfaste de tous ces produits des loges. A quand ce coup de balai libérateur ?

ENER.

### INFORMATIONS

M. Loubet l'a échappé belle. Le plafond de la salle des fêtes de l'Hôtel-de-Ville d'Oran où il disait il y a quelques jours, s'est écroulé le lendemain de son passage. On attribue simplement l'accident à un vice de construction.

M. de Dion, député, et un de nos confrères de la presse locale, M. Reinec, arrêtés à Nantes, pour la participation qu'ils avaient prise à la manifestation tumultueuse en faveur des congrégations, ont comparu devant le Tribunal correctionnel les menottes aux mains entre une fille publique et un camelot. M. Reinec a été condamné à 8 jours de prison et M. de Dion à 3 jours et aux frais du procès. M. G. Berry, député de Paris, a prévu le président du Conseil qu'il l'interpellerait à la rentrée sur ce traitement infligé à un représentant du peuple et où l'on croit voir une vengeance personnelle du gendre de la Loire-Inférieure, M. Hélieux, l'honorable sans faux rapports et malin par le Conseil général de son département.

Le colonel de Goubertin, de la 4<sup>ème</sup> division, à Chambéry, après avoir annoncé l'ordre qu'il avait reçu d'avoir deux escadrons à la Grande-Chartreuse, a demandé par dépêche au ministre de la Guerre sa mise à la retraite.

Alfred Dreyfus a écrit au ministre de la Guerre pour demander l'ouverture d'une enquête sur les faits énoncés dans la lettre de M. Perlet de Bourbois à M. Jaurès, au sujet du bordereau annexé par l'empereur d'Allemagne.

Le Conseil général de l'Aisne a écarté par la question préalable une proposition d'un de ses membres tendant à obtenir du garde des Sceaux, que le Tribunal de Château-Thierry fut mis en demeure de rendre des décisions conformes aux lois. Par contre, le Conseil général de Vendôme a chargé le préfet de transmettre officiellement à M. le président Magaud le témoignage de son admiration.

Le correspondant du Figaro à Londres annonce, de source sûre, prétend-il, que M. Loubet et le roi d'Italie seraient, dans le courant de Juillet, le visite du roi d'Angleterre. Le roi d'Italie se rendrait le premier à Londres.

C'est au milieu d'un grand courant d'enthousiasme qu'a accompli la visite d'Edouard VII au roi d'Italie. Le Times approuve tout le cortège du roi d'Angleterre auprès du vénérable chef de l'Eglise que la Cour italienne d'ailleurs n'a garde de voir d'un mauvais œil.

### Le miracle de Lourdes

Le miracle qui vient de s'accomplir à Lourdes et dont le récit nous arrive aujourd'hui est bien le plus étonnant qui se soit jamais produit dans la renommée cité pyrénéenne.

Tous les gens du « bloc » dans le département, tous les représentants de la population qu'il savait pénétrer d'un anticléricalisme intrinsèque, les députés, les sénateurs, les conseillers généraux qui n'ont cessé jusqu'à d'approuver le ministère et de soutenir de leurs votes se sont brusquement réveillés en état de grâce.

Ils viennent de passer en masse de la défense républicaine à la défense de Notre-Dame de Lourdes.

Les veilles, les conseillers généraux avaient encore émis, par 17 voix contre 5, un vote favorable à la politique de persécution contre les religieux. Les mêmes conseillers se sont réunis et ont décidé, à l'unanimité, à l'envoi à Paris, après du président du Conseil des ministres, d'une députation composée de sénateurs et députés des Hautes-Pyrénées, du président du Conseil général et du conseiller général du canton de Lourdes, de deux membres du Conseil d'arrondissement d'Argelès, du maire et de trois conseillers municipaux de Lourdes, pour le prier de saisir à l'application de la loi contre les congrégations dans le département des Hautes-Pyrénées afin de sauvegarder les intérêts de toute nation des populations de ce département.

On se demande peut-être si c'est après avoir eu de l'eau de la grotte que les combattants ont été soudain frappés par la lumière. Point du tout. Mais l'inventeur pour être moins politique s'est pas moins éditante. Voici :

La commission de police de Lourdes avait été avisé que les députés de Lourdes avaient été en un vent jour épiétés dans tous les bureaux de tabac de l'arrondissement. Une carte anonyme lui parvint d'apprendre qu'un tel ordre avait émis

dans le pays et que les montagnards s'apprêtaient à défendre les religieux de Lourdes, à coups de fusils.

L'éventualité d'une descente en masse sur Tarbes e pour mettre le feu à la préfecture a aussi été envisagée.

Et voilà pourquoi les politiciens, découvrent l'immense émoi que sans cesse le pays la nouvelle tardivement répandue de l'expulsion prochaine des religieux, ont subitement changé d'attitude et, après s'être fait élire comme d'irréductibles anticléricals, ont accepté de venir plaider à Paris, auprès du Gouvernement, la cause de Lourdes et solliciter humblement qu'il soit permis d'y continuer les guérisons miraculeuses.

Le miracle n'est pas dû à une intervention divine; il est l'effet naturel de cet état d'âme bien connu chez les radicaux et les socialistes qui fait qu'entre la voix de la conscience et un intérêt électoral, ils n'hésitent jamais.

Louis LATAPIE.

### REVUE POLITIQUE

Nous sommes à la veille de la rentrée du Président de la République que vont saluer à son arrivée à Marseille les corps plus beaux vaisselles de l'académie européenne des Etats-Unis, détachés sous les ordres du commandant de cette académie, l'amiral Collin, comme le saluèrent à Alger les marines de l'Angleterre, de la Russie et de l'Italie. C'est le dévouement rivé d'un beau et triomphal voyage où la France républicaine a recueilli, par ces grandes manifestations de la sympathie universelle, le noble témoignage de sa droiture dans la politique du monde où elle a repris la place qui convenait à sa haute personnalité morale. Le Président de la République vient lui-même à Paris au-devant de l'hôte royal, le roi d'Angleterre et s'empare des lauriers, Edouard VII, qui, par sa présence officielle, en dépit du mécontentement qu'elle peut inspirer de l'autre côté du Rhin, a tenu à donner à notre pays ce témoignage significatif de son estime et des bonnes dispositions de son peuple. Malheureusement tous ces beaux motifs de satisfaction sont troublés par le spectacle intérieur de discord où se débat la République par la fait d'une politique sectaire a prise avec le sentiment national sur la question religieuse soulevé sous sa forme la plus odieuse : la persécution.

D'un bout à l'autre du pays, ce ne sont que conflits entre les populations et les forces armées agissant, de concert avec la justice troublée dans sa sérénité, pour l'exécution de dispositions légales de circonstance et d'exception. Le paix religieuse qui semblait bien assurée en France par la fermeté conciliante et habile des présidents gouvernements républicains, est troublée pour longtemps, après les religieux, les religieuses, et après les congrégations, l'Eglise elle-même, car, si l'on s'en rapporte aux tendances nettement affichées par les chefs de la majorité, par leur journaux et surtout par la proposition déposée à la Chambre par M. de Pressensac et 56 de ses collègues, c'est de l'idée religieuse elle-même et de la religion catholique qu'on poursuit la destruction.

Cependant le pays républicain manifeste de plus en plus sa réprobation de cette politique de jacobins. Dans un grand département républicain, la Gironde, le collège départemental d'Aix, divisé, par 741 voix contre 499, un ancien ministre de M. Waldeck-Rousseau, M. Douris qui, ne se contentant pas d'avoir protesté, à la Chambre, avec ses anciens collègues du ministère MM. Georges Leygues et Gilliard, contre l'arbitraire en matière de congrégations, s'était déclaré, dans sa profession de foi, partisan de la liberté de l'enseignement.

Nous ne sommes pas conservateur M. Fernand Faure, candidat ministériel et personnage important de la politique du jour, n'a obtenu que 492 voix, perdant ainsi 209 voix sur le scrutin de janvier où il était élu candidat et où il avait obtenu 901 voix contre 693 pour son concurrent M. Thourès, qui était élu, tandis qu'aujourd'hui, M. Douris est élu par 741 voix.

Cette accession de la politique républicaine d'opposition et cette dégringolade de la politique ministérielle sont encore accentuées par l'attitude des conseils généraux. En Aude dernier, à l'arrivée de M. Combes aux affaires, plus de 50 conseillers départementaux valaient mentionnés à leur conseil. Dans la session qui vient de se clore, il n'en s'en est plus trouvé que 36 pour approuver la politique ministérielle. Presque partout un contraire, les conseillers généraux ont manifesté leur sympathie au chef de l'Etat dont les sages conseils de tolérance, de modération et de concorde ont eu tant de retentissement dans tout le pays.

Les assemblées départementales ont eu d'heureuses préoccupations à l'égard d'entre elles et

mais la voie que le budget de 1904 suit voit à long et agité sans cesse, par les décrets, par les lois, par les amendements, par les décisions. Dans la Chambre, l'indépendance, le conseil général qui a pour président M. Combes, l'indépendance, à tous ses sens pour que des économies soient réalisées sur les budgets, notamment sur ceux de la guerre et de la marine et pour que le Parlement tienne à son droit d'initiative en matière de dépenses. Enfin un certain nombre de conseils généraux ont voté dans des charges nouvelles dans un immense département et les communes pour la construction d'écoles d'ailleurs prévues sans leur vote.

L'affaire de 5 Millions des Chartroux a qui pour le monde s'étonne de s'arrêter pas va le principal intérêt. M. Edgard Cochet, élu du Président du Conseil et Secrétaire-Général du ministère de l'Intérieur, le porteur un grand jour de la Cour d'Assises où la preuve est admise, se borne de témoignages nouveaux. Les rédacteurs en chef de *l'Evénement* et de *la Presse* ont été en chef du *Paris* de M. Besson, rédacteur en chef du *Paris* de M. Dreyfus, par des faits à eux personnels et dont ils ont fait la preuve. De plus un de nos confrères parisiens *Le Journal* dit qu'aujourd'hui le bruit court, au Palais, que sur l'affaire en cours du million des Chartroux, va s'en greffer une autre plus importante encore et appelée à un égal retentissement.

Les conseils de Paul Dervillé, qui ont été adoptés dans les milieux nationalistes et la Patrie, qui avait pris l'initiative d'une démonstration contre la présence à Paris du roi d'Angleterre, ont eu repris et se sont convertis en une conscription pour offrir au président Kruger la statue de son colonel de Villaherme-Marville. Il est bien de dire aussi que l'entreprise de la Patrie n'aurait trouvé aucune faveur dans le milieu de l'opinion parisienne et que Paris n'a eu de vouloir, pour la plus patrie des monarchies, la réception que comportent et l'intérêt de la démarche et honorable pour la politique française et notre traditionnelle façon de pratiquer l'hospitalité. Paris s'emballe pas non plus que l'Angleterre est, de beaucoup, la meilleure cliente de notre industrie et que les affaires que nous faisons annuellement avec elle s'élevaient à 1,500 millions. De son côté, le Conseil municipal, bien qu'un majorité nationale, n'a eu garde de voter un projet de loi qui a mis le roi d'Angleterre à honorer l'Hôtel-de-Ville de sa visite. L'invitation est acceptée et la visite aura lieu samedi au retour de la revue de Vincennes.

D'ailleurs Paris se pacifie et recouvre son hôte royal avec cette courtoisie dont le Président de la République se portait garant à Alger, dans son toast au commandant de la marine anglaise.

M. Chaunet, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, a quitté l'Italie où il était allé, comme on sait, présider les fêtes des deux grandes écoles françaises de Rome. Partout sur sa route, à Florence, à Rome, à Venise, il a reçu de la Cour, du Gouvernement et de la population l'accueil le plus chaleureux et le plus flatteur pour la République française dont il était le représentant très sympathique. Mardi, il s'est embarqué au Pirée, continuant ses missions, il va en Grèce recueillir aussi de sa présence les fêtes anniversaires de l'illustre Ecole française d'Athènes. Il a déjà reçu, en touchant terre, nos mêmes témoignages de sympathie qu'en Italie. Ajoutons que notre ambassadeur en Turquie, M. Combes, était venu de Constantinople à son départ.

A Rome, M. Milane, qui vient de présider le Congrès international d'Agriculture, a été reçu par le roi Victor-Emmanuel. L'entretien, durant les déjeuners, n'a pas duré moins d'une heure et demie.

### CHRONIQUE LOCALE TOURCOING

#### Union Sociale et Patriotique

Dimanche dernier a eu lieu dans la grande salle du siège de l'Union Sociale et Patriotique une réunion générale des adhérents. La salle est presque trop petite pour contenir le fleuve d'adhérents qui par leur présence avaient répondu à l'invitation qui leur avait été faite. A onze heures et quart Monsieur Léon Moutier, Président de l'U. S. P., entouré des membres du Comité directeur, a lu son rapport sur l'année écoulée. Vice-président et secrétaire ont lu leurs sections respectives, ont procédé également à la lecture de la relation du travail de la Commission d'hygiène. Le président a ensuite, M. Douris, a lu son rapport sur l'année écoulée. M. Douris a lu son rapport sur l'année écoulée. M. Douris a lu son rapport sur l'année écoulée. M. Douris a lu son rapport sur l'année écoulée.